

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;
Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er avril 1993 relatif à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur la base d'un capital-périodes, la définition reprise sous 1° est complétée comme suit :

"A partir du 1er septembre 1996, les enfants d'au moins deux ans et six mois et n'ayant pas encore atteint l'âge de trois ans, ne sont admis à l'enseignement maternel qu'à une des dates d'entrée à l'école."

Art. 2. Au même article, la définition suivante est ajoutée :

"27° date d'entrée à l'école maternelle : date à laquelle les enfants d'au moins deux ans et six mois et n'ayant pas encore atteint l'âge de trois ans sont admis à l'enseignement maternel. Les dates d'entrée à l'école maternelle sont :

- le premier jour de classe après les vacances d'été;
- le premier jour de classe après le congé de Toussaint;
- le premier jour de classe après les vacances de Noël;
- le premier jour de classe après le congé de carnaval;
- le premier jour de classe après les vacances de Pâques."

Art. 3. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 13. § 1er. Si, pendant les années scolaires 1993-1994, 1994-1995 et 1995-1996, après le 30 septembre, le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement maternel augmente par rapport au 1er février de l'année précédente, le capital-périodes peut être recalculé, à condition que le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement maternel, après application du pourcentage de conversion (prévu à l'article 10, § 2, du présent arrêté), donne droit à au moins douze périodes de plus que le nombre ayant été appliqué au moment du nouveau calcul."

Le pourcentage d'utilisation est appliqué aux périodes obtenues par ce nouveau calcul. Les périodes obtenues par ce nouveau calcul ne sont maintenues ou subventionnées que jusqu'au 30 juin de l'année scolaire en cours.

§ 2. A partir de l'année scolaire 1996-1997, le nombre de périodes peut être recalculé à chacune des dates d'entrée à l'école maternelle, à condition que le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement maternel, après application du pourcentage de conversion, donne droit à au moins onze périodes de plus que le nombre étant appliqué au moment du nouveau calcul.

Le pourcentage d'utilisation est appliqué aux périodes obtenues par ce nouveau calcul. Les périodes obtenues par ce nouveau calcul ne sont maintenues ou subventionnées que jusqu'au 30 juin de l'année scolaire en cours."

Art. 4. Le paragraphe 1er de l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er avril 1993 est abrogé à partir du 1er septembre 1996.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Art. 6. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 14 février 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 894

IC — 27222]

15 FEVRIER 1996. — Arrêté ministériel déterminant pour les habitations gérées par la Société régionale wallonne du Logement ou les sociétés agréées par celle-ci, les modalités d'introduction des demandes de candidatures, les règles de procédure en cas de réception d'une demande incomplète ainsi que la procédure et les modalités de confirmation d'une candidature admise

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 15 octobre 1986, 1er décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994 et 24 novembre 1994, notamment l'article 4, § 2, 4°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1992, 9 mars 1995 et 30 novembre 1995, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 21 avril 1995 déterminant la forme du registre des candidatures pour une habitation de la Société régionale wallonne du Logement et des sociétés agréées par celle-ci;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 23 janvier 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de déterminer au plus tôt dans l'intérêt des candidats-locataires les modalités d'introduction et de confirmation des demandes de logements sociaux auprès des sociétés immobilières de service public,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° demande de candidature complète : la demande comprenant tous les renseignements nécessaires à l'établissement de l'admissibilité et des éventuelles priorités du candidat visés aux articles 3 et 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1992, 9 mars 1995 et 30 novembre 1995;

2° demande de candidature régulière : la demande introduite au moyen du "MODELE DE DEMANDE DE LOCATION A INSERER DANS LE REGISTRE DES CANDIDATURES" annexé à l'arrêté ministériel du 21 avril 1995 déterminant la forme du registre des candidatures pour une habitation de la Société régionale wallonne du Logement et des sociétés agréées par celle-ci;

3° société : la Société régionale wallonne du Logement ou une société immobilière de service public agréée par elle.

Art. 2. § 1er. La demande de candidature est introduite au siège de la société ou à l'adresse désignée par la société. La société remet au demandeur un accusé de réception de la candidature, daté et signé du jour du dépôt si le demandeur se présente durant les heures de permanence de bureau, ou dans les huit jours de la date d'envoi si le demandeur a fait parvenir sa demande par la poste.

§ 2. Si la société constate que la demande n'est pas complète ou n'est pas régulière, elle notifie au demandeur, dans les huit jours de la date du dépôt ou de la date d'envoi, les renseignements manquants ou le modèle de demande de location, nécessaires à l'examen de la demande.

Art. 3. La société examine les demandes de candidature régulières et complètes, dans l'ordre de leur dépôt et dans les trente jours de celui-ci.

La décision de la Société est notifiée sans délai aux intéressés. La candidature admise est inscrite, à la date du dépôt, dans le registre des candidatures. La notification est accompagnée d'un formulaire établi selon le modèle de demande de location à inscrire dans le registre des candidatures, ce formulaire devant servir pour la demande de confirmation.

Art. 4. Entre le 1er et le 31 janvier de chaque année, la candidature admise depuis plus de six mois doit être confirmée par le candidat, contre accusé de réception remis par la société, au moyen du formulaire établi selon le MODELE DE DEMANDE DE LOCATION A INSERER DANS LE REGISTRE DES CANDIDATURES, dans lequel seules les modifications aux mentions initiales figurent, en plus de la mention CONFIRMATION apposée à côté de l'identité du demandeur et de sa signature.

Pour être admise, la demande de confirmation d'une candidature comporte, en annexe, les renseignements nécessaires à l'établissement de l'admissibilité et des éventuelles priorités, visés aux articles 3 et 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1992, 9 mars 1995 et 30 novembre 1995.

Art. 5. L'accusé de réception visé à l'article 2 et à l'article 4 mentionne également qu'à défaut d'être confirmée entre le 1er janvier et le 31 janvier de chaque année, toute candidature admise depuis plus de six mois est radiée du registre des candidatures.

Art. 6. Au plus tard le 1er mars de chaque année, la société notifie au demandeur que sa demande de confirmation de candidature est admise ou rejetée, selon la procédure visée à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 7. A titre transitoire, pour l'année 1996, la candidature admise depuis plus de six mois doit être confirmée par le candidat entre le 1er janvier et le 31 mars 1996, selon la procédure visée à l'article 4 du présent arrêté.

La société notifie au demandeur que sa demande de confirmation de candidature est admise ou rejetée, selon la procédure visée à l'article 3 du présent arrêté, au plus tard le 1er avril 1996.

Art. 8. Le présent arrêté ministériel entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 février 1996.

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 - 894

[C - 27222]

15. FEBRUAR 1996 — Ministerialerlaß zur Bestimmung, für die durch die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwalteten Wohnungen, der Modalitäten für die Einreichung von Bewerbungen, der Verfahrensregeln bei Empfang einer unvollständigen Bewerbung sowie des Verfahrens und der Modalitäten für die Bestätigung einer zugelassenen Bewerbung

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement", in seiner durch die Dekrete vom 15. Oktober 1986, vom 1. Dezember 1988, vom 4. Juli 1991, vom 29. Oktober 1992, vom 7. Juli 1994 und vom 24. November 1994 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4 § 2 4°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 1992, vom 9. März 1995 und vom 30. November 1995 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 21. April 1995 zur Bestimmung der Form des Bewerberverzeichnisses für eine Wohnung der "Société régionale wallonne du Logement" und der von dieser anerkannten Gesellschaften;

Aufgrund des am 23. Januar 1996 abgegebenen Gutachtens der "Société régionale wallonne du Logement";
 Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;
 Aufgrund der Dringlichkeit;
 In Erwägung der Notwendigkeit, im Interesse der Mietbewerber die Modalitäten für die Einreichung und die Bestätigung der Bewerbungen um eine Sozialwohnung bei den Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes möglichst schnell zu bestimmen,

Beschließt der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° vollständiger Bewerbungsantrag: der Antrag mit allen notwendigen Auskünften zur Feststellung der Zulässigkeit und der möglichen Vorzugsrechte des Bewerbers im Sinne von Artikeln 3 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexecutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 1992, vom 9. März 1995 und vom 30. November 1995 abgeänderten Fassung;

2° ordnungsmäßiger Bewerbungsantrag: der Antrag, der anhand des "IN DAS BEWERBERVERZEICHNIS EINZUFÜGENDES MUSTER DES MIETANTRAGS" eingereicht wird, der dem Ministerialerlaß vom 21. April 1995 zur Bestimmung der Form des Bewerberverzeichnisses für eine Wohnung der "Société régionale wallonne du Logement" und der von dieser anerkannten Gesellschaften beigelegt ist;

3° Gesellschaft: die "Société régionale wallonne du Logement" oder eine von ihr anerkannte Immobiliengesellschaft des öffentlichen Dienstes.

Art. 2 - § 1 - Der Bewerbungsantrag wird beim Sitz der Gesellschaft oder bei der durch die Gesellschaft bestimmten Anschrift eingereicht. Die Gesellschaft gibt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung der Bewerbung ab, die mit dem Datum der Einreichung versehen und unterzeichnet wird, wenn der Antragsteller innerhalb der Bereitschaftsdienstzeiten kommt, oder stellt sie innerhalb von acht Tagen nach dem Versandsdatum zu, wenn der Antragsteller seinen Antrag mit der Post übermittelt hat.

§ 2 - Wenn die Gesellschaft feststellt, daß der Antrag unvollständig oder nicht ordnungsmäßig ist, informiert sie den Antragsteller innerhalb von acht Tagen nach dem Einreichungs- oder Versandsdatum über die fehlenden Auskünfte oder das geeignete Muster des Mietantrags, die zur Bearbeitung des Antrags notwendig sind.

Art. 3 - Die Gesellschaft überprüft die vollständigen und ordnungsmäßigen Bewerbungsanträge in der Reihenfolge ihrer Einreichung und innerhalb von dreißig Tagen nach dieser Einreichung.

Der Beschluß der Gesellschaft wird den Betroffenen unverzüglich mitgeteilt. Die zugelassene Bewerbung wird am Tag der Einreichung in das Bewerberverzeichnis eingetragen. Der Notifizierung wird ein Formular beigelegt, das gemäß dem Muster des in das Bewerberverzeichnis einzutragenden Mietantrags aufgestellt worden ist und für den Bestätigungsantrag dienen soll.

Art. 4 - Zwischen dem 1. und dem 31. Januar eines jeden Jahres muß die seit über sechs Monaten zugelassene Bewerbung durch den Bewerber gegen Empfangsbestätigung der Gesellschaft bestätigt werden. Dabei muß der Bewerber das gemäß dem "IN DAS BEWERBERVERZEICHNIS EINZUFÜGENDES MUSTER DES MIETANTRAGS" aufgestellte Formular benutzen, in welchem, zusätzlich zum neben den Personalien des Antragstellers und seiner Unterzeichnung geschriebenen Vermerk "BESTÄTIGUNG", nur die Abänderungen der anfänglichen Angaben einzutragen sind.

Um zugelassen zu werden, muß der Antrag auf Bestätigung der Bewerbung die notwendigen Auskünfte zur Feststellung der Zulässigkeit und der möglichen Vorzugsrechte als Anlage enthalten, die in den Artikeln 3 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexecutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 1992, vom 9. März 1995 und vom 30. November 1995, erwähnt werden.

Art. 5 - In der in Artikel 2 und in Artikel 4 genannten Empfangsbestätigung wird ebenfalls erwähnt, daß jede seit über sechs Monaten zugelassene Bewerbung, die zwischen dem 1. und dem 31. Januar eines jeden Jahres nicht bestätigt worden ist, aus dem Verzeichnis gestrichen wird.

Art. 6 - Spätestens am 1. März eines jeden Jahres teilt die Gesellschaft gemäß dem in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses beschriebenen Verfahren dem Antragsteller mit, ob sein Antrag auf Bestätigung der Bewerbung zugelassen oder abgelehnt wird.

Art. 7 - Für das Jahr 1996 müssen die Bewerber ihre seit über sechs Monaten zugelassene Bewerbung gemäß dem in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Verfahren übergangsweise zwischen dem 1. und dem 31. März 1996 bestätigen.

Spätestens am 1. April 1996 teilt die Gesellschaft gemäß dem in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses beschriebenen Verfahren den Antragstellern mit, ob ihr Antrag auf Bestätigung der Bewerbung zugelassen oder abgelehnt wird.

Art. 8 - Der vorliegende Ministerialerlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
 Namur, den 15. Februar 1996.

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 - 894

[C - 27222]

15 FEBRUARI 1996. — Ministerieel besluit tot bepaling van de modaliteiten voor de indiening van aanvragen om woningen van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) of de door haar erkende maatschappijen, alsook van de procedureregels voor onvolledige aanvragen en de procedure en de modaliteiten waarbij wordt bevestigd dat een aanvraag in aanmerking wordt genomen

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement", gewijzigd bij de decreten van 15 oktober 1986, 1 december 1988, 4 juli 1991, 29 oktober 1992, 7 juli 1994 en 24 november 1994, inzonderheid op artikel 4, § 2, 4°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de "Société régionale wallonne du Logement" of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 1992, 9 maart 1995 en 30 november 1995, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 april 1995 betreffende het register van de gegadigden voor een woning van de "Société régionale wallonne du Logement" en de door haar erkende maatschappijen;

Gelet op het advies van de "Société régionale wallonne du Logement", gegeven op 23 januari 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de modaliteiten voor de indiening en de bevestiging van de aanvragen om sociale woningen bij de openbare bouwmaatschappijen zo spoedig mogelijk vastgesteld moeten worden in het belang van de gegadigde huurders,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° volledige aanvraag : aanvraag met alle nuttige gegevens voor de vaststelling van de toelaatbaarheid en de eventuele prioriteiten van de gegadigde, bedoeld in de artikelen 3 en 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de "Société régionale wallonne du Logement" of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 1992, 9 maart 1995 en 30 november 1995;

2° regelmatige aanvraag : aanvraag ingediend aan de hand van "HET IN HET GEGADIGDEN-REGISTER IN TE VOEGEN FORMULIER VAN HUURAANVRAAG", gevraagd bij het ministerieel besluit van 21 april 1995 betreffende het register van de gegadigden voor een woning van de "Société régionale wallonne du Logement" of de door haar erkende maatschappijen;

3° maatschappij : de "Société régionale wallonne du Logement" of een door haar erkende openbare bouwmaatschappij.

Art. 2. § 1. De aanvraag wordt aan de zetel van de maatschappij of aan het door de maatschappij opgegeven adres verzonden. De maatschappij bezorgt de aanvrager een ontvangstbewijs van de aanvraag, gedateerd en ondertekend op de dag van de indiening als hij zich tijdens de werkuren aanmeldt, of binnen acht dagen na de datum van de zending als hij zijn aanvraag per post heeft verzonden.

§ 2. Als de maatschappij vaststelt dat de aanvraag onvolledig of onregelmatig is, bezorgt zij de aanvrager, binnen acht dagen na de datum van de indiening of de zending, de ontbrekende gegevens of het formulier voor de huuraanvraag vereist voor het onderzoek van de aanvraag.

Art. 3. De maatschappij onderzoekt de volledige en regelmatige aanvragen in de volgorde van hun indiening en binnen dertig dagen na ontvangst ervan.

De beslissing van de maatschappij wordt onmiddellijk aan de betrokkenen betekend. De in aanmerking genomen aanvraag wordt op de datum van de indiening in het gegadigden-register ingeschreven. Samen met de kernomgeving wordt een formulier toegestuurd, dat opgemaakt is op grond van het in het gegadigden-register in te voegen huuraanvraagformulier. Dit formulier moet als bevestigingsaanvraag dienen.

Art. 4. De sinds meer dan zes maanden in aanmerking genomen aanvraag moet jaarlijks tussen 1 en 31 januari tegen een door de maatschappij afgegeven ontvangstbewijs door de gegadigde bevestigd worden aan de hand van het formulier vastgesteld op grond van "HET IN HET GEGADIGDEN-REGISTER IN TE VOEGEN HUURAANVRAAG-FORMULIER", waarin behalve de melding "BEVESTIGING", die voorkomt naast de identiteit van de aanvrager en zijn ondertekening, enkel de wijzigingen in de oorspronkelijke gegevens vermeld worden.

Om in aanmerking te worden genomen, moet de bevestigingsaanvraag de nodige gegevens bevatten voor de vaststelling van de toelaatbaarheid en van de eventuele prioriteiten bedoeld in de artikelen 3 en 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de "Société régionale wallonne du Logement" of de door haar erkende maatschappijen.

Art. 5. Het ontvangstbewijs bedoeld in de artikelen 2 en 4 vermeldt tevens dat elke aanvraag die sinds meer dan zes maanden in aanmerking genomen is, van het gegadigden-register wordt geschrapt als ze niet jaarlijks tussen 1 en 31 januari bevestigd wordt.

Art. 6. De maatschappij betekent de aanvrager jaarlijks uiterlijk 1 maart dat zijn verzoek om bevestiging van de huuraanvraag overeenkomstig de in artikel 3 van dit besluit bedoelde procedure aangenomen of verworpen wordt.

Art. 7. Bij wijze van overgangsmaatregel moet de sinds meer dan zes maanden in aanmerking genomen aanvraag voor het jaar 1996 tussen 1 januari en 31 maart 1996 bevestigd worden door de gegadigde, overeenkomstig de in artikel 4 van dit besluit bedoelde procedure.

De maatschappij betekent de aanvrager uiterlijk 1 april 1996 dat zijn verzoek om bevestiging van zijn huuraanvraag aangenomen of verworpen wordt overeenkomstig de in artikel 3 van dit besluit bedoelde procedure.

Art. 8. Dit ministerieel besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt. Namen, 15 februari 1996.

W. TAMINIAUX

15 FEVRIER 1996. — Arrêté ministériel organisant les modalités du recours du candidat-locataire à une habitation de la Société régionale wallonne du Logement ou des sociétés agréées par celle-ci

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 15 octobre 1986, 1er décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994 et 24 novembre 1994, notamment l'article 4, § 2, 4°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1992, 9 mars 1995 et 30 novembre 1995, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté ministériel du 21 avril 1995 déterminant la forme du registre des candidatures pour une habitation de la Société régionale wallonne du Logement et des sociétés agréées par celle-ci;